



TOTAL UES Amont



Contact

Syndicat des retraités,
préretirés, veuves et
invalides
Elf et Total
Fédération Mines -
Energie



Que faire contre la Covid ?

Depuis un an nous vivons sous la contrainte du virus Sars Cov 2, avec 3 périodes de confinement et un couvre-feu en France. Dans notre pays nous en somme, au mois d'avril 2021, à près de 100 000 décès et plus de 2 millions dans le monde pour 100 millions de personnes infectées.

L'idéal serait d'avoir à disposition des traitements et des vaccins. Pour l'instant nous n'avons que des vaccins et la recherche se poursuit pour trouver des traitements. Il est alors urgent de vacciner dans les temps les plus brefs et de façon la plus complète possible pour essayer stopper la pandémie. En effet les virus mutent constamment au fur et à mesure qu'ils se reproduisent dans les cellules infectées. Et le taux de reproduction est important. Cela favorise donc la dérive génétique qui fait que l'on peut avoir des virus plus agressif et/ou plus contagieux. D'ailleurs les variants anglais, sud-africain ou brésilien paraissent plus contagieux et sont déjà majoritaire à certains endroits de la planète. Il semble pour l'instant que les vaccins actuels soient encore efficaces ou facilement modifiables pour ces variants. Mais il ne faut pas tarder.

Les campagnes de vaccinations sont de la responsabilité des Etats qui doivent assurer la diffusion dans le monde entier des vaccins et convaincre les populations de l'importance de la vaccination. Heureusement le nombre de réfractaires est en diminution mais il reste un travail de conviction à mener. Les interrogations sur le vaccin d'AstraZeneca sont un souci supplémentaire.

Résoudre les réticences nécessite aussi plus de démocratie, à l'inverse des pratiques du gouvernement en France. Après l'état d'urgence contre le terrorisme nous avons maintenant, en plus, l'état d'urgence sanitaire et reviens la contestée loi de « sécurité globale ». En peu d'année nos libertés fondamentales ont été rognées.

A cela s'ajoute une communication biaisée du gouvernement qui veut masquer ses failles, ses erreurs et surtout sa dévotion aux intérêts des grandes entreprises : l'état leur a accordé des aides faramineuses sans aucune conditions.

La réforme de l'indemnisation du chômage est particulièrement répugnante dans une situation où le chômage augmente et risque d'exploser alors que les aides de l'état aux entreprises vont aller en diminuant. De plus les déséquilibres résultant du choix de supprimer les cotisations seront supportés intégralement par la Sécurité Sociale : peut-être les prémices à une privatisation.

La colère monte et l'image du gouvernement et du Président en sont affectées. Mais les manifestations qui s'attaquent au port du masque manque la vraie cible. Certains veulent ainsi atteindre l'immunité collective. L'exemple Suédois mérite d'être médité qui

avait cet objectif au printemps 2020. Il a dû y renoncer car, en se comparant avec les pays voisins similaires comme la Norvège ou le Danemark, le prix en vie humaine était trop important. Il est insupportable d'entendre dire que l'on peut admettre que les personnes âgées payent le prix fort. La généralisation de la vaccination si elle est bien conduite pourrait permettre d'atteindre l'immunité collective.

Dénoncer les choix du gouvernement est juste mais le faire au risque d'augmenter l'épidémie est une impasse pour le mouvement social. Il n'est pas bon de reprendre les attitudes des amis de Trump et/ ou des complotistes.



Il faut mener le combat en ne connaissant pas toutes les données, cela renvoie à la différence que mentionne Etienne Klein entre la Science et la Recherche. La Science c'est l'ensemble des connaissances accumulées qui nous ont déjà été utiles et qui ont fait leurs preuves dans les expériences passées. La Recherche c'est lorsqu'un problème ou une question nous est posé et que nous n'avons pas de réponses : il faut alors la chercher.

En recherche il est normal que les « spécialistes » ne soient pas tous d'accord à un moment donné. Mais il faut se garder des affirmations péremptoires et savoir que le capitalisme en général gère sa domination de manière subtile. Il peut advenir qu'il utilise la manière forte lorsqu'il n'arrive plus à convaincre de ses bienfaits.

Dans le cas de la Covid on peut dire par exemple que les USA et l'Angleterre ont très mal géré la pandémie. Mais ils ont indubitablement réussi à s'accaparer une bonne partie des vaccins contrairement aux européens. Cependant la logique capitaliste s'oppose à la mise à disposition des brevets pour préserver la propriété privée et les bénéfices du big pharma.

C'est à la fois criminel car beaucoup de pays sont en train de vivre un cauchemar sanitaire pire encore que ce que nous vivons en Europe. Et « en même temps » c'est ne pas vouloir savoir que tant qu'il reste des endroits où le virus se développe le monde entier est en danger.

Il faut exercer des pressions sur les gouvernements pour rendre accessible les vaccins à tous, la pétition européenne en ligne pour rendre accessible les brevets peut aider. C'est d'ailleurs une recommandation de l'OMS.

Honte aux USA et à la France qui défendent « la propriété privée » alors que les subventions des états ont largement financé les développements des vaccins.

Peppino Terpolilli Secrétaire du syndicat

Fuyez les grands médias d'info écrits audio télé

Les principaux médias d'informations de notre pays sont devenus : « La voix de leur maître »

10 milliardaires français possèdent 90 % des médias.

Ces gens là, sans scrupule sur la vérité et l'indépendance, ont compris depuis longtemps que pour préserver leurs privilèges et ceux de l'oligarchie financière qui nous gouverne, il fallait endormir le bon peuple dans une info qui abrutit plutôt que d'amener à réfléchir. Dans la presse, la télé, les radios, tout ce que vous écoutez, regardez, où presque, vous sont délivrés par les serviteurs de ces milliardaires. Les médias publics ne sont pas en reste. Ils imitent les chaînes d'info en continu. Une info chasse l'autre, difficile de se faire une opinion. Le sensationnel et l'anecdotique sont là pour occuper votre esprit, la pub vous infantilise un peu plus chaque jour et les jeux, les variétés et la télé réalité sont là pour vous faire oublier la dureté des temps actuels, avec heureusement quelques émissions de qualité sur les chaînes généralistes. Ce qu'il y a de curieux est que, quelque soit le média que vous regardez, c'est toujours la même rengaine d'infos à quelques variantes près. Du bourrage de crâne soft sans que l'on s'en rende compte. Et vous avez toujours un expert auto proclamé de ceci ou de cela pour donner un air vrai à des choses qui s'avèrent fausses bien souvent. Tous les moyens sont bons pour que le son de cloche du système néolibéral qui nous gouverne soit le même partout, comme une vérité qui s'imposerait à tous. Certes, la liberté de la presse est inscrite dans la déclaration des droits de l'homme et dans la constitution. Et la loi du 14 novembre 2016 visant à *renforcer la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias* n'a rien changé au problème. Mais la liberté sans indépendance est un vœux pieux. Les journalistes sont libres de dire ce que les propriétaires du média veulent bien leur laisser dire. C'est "l'information mainstream" (courant dominant).

Il faut rappeler qu'à la libération, la plupart des journaux qui s'étaient fourvoyés durant l'occupation ont été interdits. La nouvelle loi proclamait que la presse devait être libre et indépendante des puissances d'argent et du pouvoir politique. On sait ce qu'il en est advenu.

Dans la lutte des classes du 21ème siècle (qui n'est pas la même qu'au 20ème, mais qui est toujours là) la bataille des idées est décisive. C'est ce que l'on nous a appris dans nos écoles syndicales. Mais avec les gigantesques moyens de propagande dont dispose le système, cette bataille semble bien inégale. Les médias véritablement indépendants sont rares, mais il y en a de nouveaux. Dans la presse, il reste l'Humanité, le dernier journal de gauche qui parle des luttes

sociales et des perspectives de changement. Le Monde Diplomatique, qui nous ouvre l'esprit sur la politique actuelle et sur celle du monde. Le Canard, qui dénonce les travers du monde politique, sans jamais d'ailleurs remettre en cause le système, mais qui ne ménage personne, notamment les syndicats, CGT et FO en particulier. Charlie Hebdo mélange humour et acidité. Fakir, le nouveau venu ne prend pas des gants avec l'élite politique et économique. Un vrai bol d'air frais par les temps qui courent. Et puis les nouveaux médias, qui demandent peu de moyen et qui sont accessibles par internet gratuitement ou avec une participation modique. On peut citer Médiapart qui par un journalisme d'investigation dévoile des scandales et des secrets d'état mais sans remettre en

cause fondamentalement système. Il y a aussi les médias alternatifs engagés à gauche : Là-bas si j'y suis, ainsi que le Média, Agora vox, ou le site Le grand soir, pour ne citer que les plus connus. Mais on assiste aussi à une prolifération de sites se disant « anti système » qui propagent des fake news et sont souvent des officines d'extrême droite. Mais internet permet d'accéder, notamment par YouTube à de remarquables interventions d'économistes, de politiques ou même actuellement de professeurs de médecine, que vous ne verrez pas dans les médias officiels et qui nous éclairent sur la réalité de la vie politique et économique et sanitaire de notre pays. Fuyons donc les grands médias d'info et cherchons une info authentique libérée des puissances d'argent. Pour nous, retraités CGT nous avons nos propres médias avec Vie Nouvelle, la NVO, Energie syndicale ou Ensemble, qui nous permettent d'éclairer notre lanterne autrement. Et puis notre journal Contact contribue également à son petit niveau à vous informer en gardant toujours à l'esprit que nous sommes une organisation de classe et que nous défendons notre classe.



Menaces sur la ristourne gaz



On est sollicité en permanence pour quitter le tarif réglementé du gaz. **Nous rappelons à ceux qui bénéficient**

encore de la ristourne gaz de rester jusqu'au bout (Juin 2023) au tarif réglementé et donc de refuser tout nouveau contrat, Il semblerait que Total pourrait reprendre la ristourne et récupérer ainsi les clients.



La vie du syndicat



Les retraités ne lâchent rien

Le groupe des neuf organisations qui luttent depuis des années pour défendre les revendications des retraités et veuves continue à mobiliser, malgré les conditions sanitaires qui en arrête plus d'un.

Le 31 mars, 2 jours avant le confinement décidé par Macron, plus de 200 retraités ont manifesté à Pau, masqués comme il se doit et malgré l'interdiction de se rassembler à plus de 6 personnes. La liberté de manifester est trop précieuse pour la laisser dans les mains du pouvoir. Le cortège est allé de la Préfecture à la Mairie pour nous rappeler au bons souvenirs de Bayrou, soutien inconditionnel de Jupiter Macron.



Service public de l'énergie, un bien commun à défendre

Notre journal fédéral Energie Syndicales consacre son dernier numéro à la lutte contre la privatisation du gaz et de l'électricité et au 75ème anniversaire de la création d'EDF et de GDF.

Le service public de l'énergie est une idée neuve qui a ...75 ans. Nos camarades de l'énergie luttent depuis des années contre la privatisation d'EDF/GDF qui est hélas déjà engagée. Le projet Hercule vise à découper EDF en trois entités, donnant les meilleurs morceaux aux financiers.

Le bilan des nationalisations de 1946 n'est contesté par personne, mis à part quelques revanchards. Nous avons expliqué les enjeux dans le dernier Contact. Il s'agit d'un bien commun à défendre et qui nous concerne tous. Il faut une levée d'ensemble des syndicats, des politiques et des citoyens pour s'opposer à la privatisation. On a pu voir déjà les dégâts causés sur les tarifs et le service rendu. Une nouvelle menace pèse avec le risque d'une tarification « dynamique ». Il s'agit de contrats à prix variables qui adaptent le prix du KW en fonction de critères économiques ou financiers.



L'exemple vient une nouvelle fois des USA. Cet hiver au Texas la terrible vague de froid a provoqué d'énormes coupure d'électricité. Les prix de marché se sont envolés et les consommateurs ont été piégés avec leur contrat à prix variable. Des factures de 5000 dollars pour 5 jours ou de 17 000 dollars pour un mois.

Mais il faut pour cela connaître parfaitement la consommation du client. Et miracle, en France, avec le compteur Linky le fournisseur connaît instantanément le volume consommé. Un groupe Hollandais propose déjà ce type de contrat en faisant miroiter sans doute une baisse des prix. Le système actuel de péréquation fait que tout le monde paye le même tarif où qu'il soit. Qu'en sera-t-il demain. Seuls les plus riches pourront faire face en cas de baisse du réseau. Les pauvres n'auront plus qu'à se mettre un gros pull.

On peut signer la pétition contre la privatisation sur le site : Energiepublique.fr qui fournit de nombreux éléments sur le sujet.

Depuis 30 ans, l'intérêt général est progressivement remplacé par la marchandisation des services publics. L'appétit des puissants n'a que faire de notre histoire, notre héritage, ou de nos biens communs comme le service public de l'électricité. Cet acquis du Programme du Conseil national de la Résistance de 1946 est aujourd'hui menacé. C'est une partie de l'âme de la France qui est en jeu.

Notre démocratie est malade... du capitalisme

De plus en plus de citoyens ne croient plus à la démocratie à la sauce libérale. En particulier dans notre pays où nous sommes invités à élire un monarque Président tous les cinq ans, durant lesquels il décide de tout et n'a de comptes à rendre à personne. Notre république est malade d'un système électoral antidémocratique, de plus en plus refusé par les Français. La moitié ne va plus voter et sur ceux qui votent plus de la moitié ne sont pas représentés. Alors pourquoi ce système est maintenu ? La réponse saute aux yeux. Ceux qui profitent des politiques libérales et anti sociales menées depuis 50 ans, sont ceux qui possèdent la richesse et les institutions qui vont avec, bourse, banque, marchés financiers et les multinationales qui contrôlent l'économie. Ce sont les milliardaires et les financiers qui tirent les ficelles. Ils ont à leur solde une caste économique et politico-médiatique qui est là pour préserver le système. Macron a été propulsé au pouvoir pour conduire et accentuer cette politique. En 2017, il n'a recueilli que 18 % des inscrits. Belle légitimité ! Face à la contestation (gilets jaunes,



soignants, enseignants, retraités...) il a mis en place une politique répressive jamais vu depuis 50 ans. Avec les lois liberticides qui vont avec. On glisse de plus en plus vers un régime autoritaire. Il y a un an, lors du premier confinement, il promettait que rien ne serait plus comme avant, qu'il fallait

« tirer toutes les leçons du moment, interroger le modèle de développement et les faiblesses de nos démocraties . Nous aurons des jours meilleurs et nous retrouverons les jours heureux. » Fermez le ban. Un an après, le paysage démocratique de notre pays ressemble de plus en plus à une dictature Africaine. Le parlement est foulé au pied, les élus locaux et les corps intermédiaires ignorés. Il profite de l'état de sidération du peuple lié au covid pour renforcer encore son pouvoir au service de la finance. Quand le capitalisme se sent menacé, la démocratie est mise de côté.

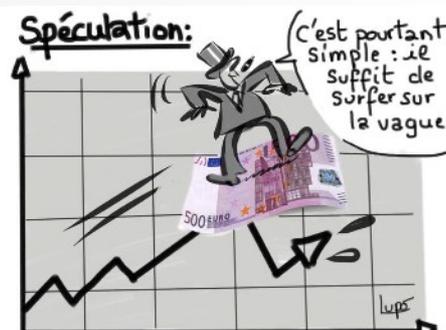
Le pape du néolibéralisme, Friedrich Hayek avait déclaré en son temps : Je préfère un dictateur libéral à un gouvernement démocratique sans libéralisme ! Nous y sommes presque.

Ne laissons pas faire, refusons cette situation, agissons.

La bourse flambe sur les les morts du covid

En un an, le CAC 40 est passé de 3766 points à 6172, soit une **augmentation de... 63 %** ! Les labos et les GAFAM se sont goinfrés, les actionnaires font péter le champ, pendant que le monde du travail, les jeunes, les retraités souffrent moralement et financièrement.

C'est quand qu'on les arrête ?



Total BOUGE



La boîte est en train de vivre une étape importante de son histoire, en lien avec les évolutions au niveau du secteur de l'énergie en France et dans le monde dû à l'urgence climatique. Avec le projet OneTech elle est en train de rassembler dans une seule entité toutes les personnes du groupe avec une fonction technique, excepté ceux dans des postes opérationnels au niveau de business -unit.

L'objectif est de créer une filiale qui pourra traiter tous les défis techniques liés à la mutation de Total vers une entreprise de l'Energie. C'est aussi pouvoir attirer les meilleurs étudiants qui ont tendance à refuser l'embauche dans une « boîte pétrolière ». La filiale regrouperait 3400 salariés venant de toutes les branches, 80% serait au CSTJF.

La CGT n'est pas opposée à cette évolution mais soulève la question des statuts : Total a prévu de faire passer tous les salariés de OneTech au statut CCNIP au mépris des promesses de Desmaret à la fusion. La CGT propose le statut des énergéticiens dont bénéficie les travailleurs du secteur énergétique dont EDF. Ce n'est pas gagné.

Un problème de fond est posé avec les relations entre Total et le secteur Energie français, en particulier avec EDF. Il y a déjà eu des « accrochages » au sujet de l'Arhen. C'est une question d'importance car l'Etat français a la volonté de privatiser le secteur : Engie, où on retrouve l'ex-GDF, c'est en cours, et pour EDF le projet Hercule prépare cette évolution.

A la création de cette filiale se rajoute un plan « social » sur tout le groupe qui concernerait 1500 personnes. La négociation d'une Rupture Conventionnelle Collective (RCC) s'est conclue par un protocole d'accord validé par trois organisations syndicales représentatives sur cinq. La CGT n'a pas signé mais fait notable la CFDT non plus. La Direction promet une embauche pour tout salarié de OneTech qui bénéficierait de la RCC. Mais au final il y aura suppression de 500 à 700 postes !

La Direction était contrainte de renouveler ses équipes pour gérer la future OneTech. Elle a choisi de se cacher derrière l'approbation d'Organisations Syndicales prêtes à accepter l'inacceptable pour faire d'une pierre deux coups. La CGT ne mange pas de ce pain-là. Reste cet accord. La CGT fait remarquer que l'indemnité de rupture conventionnelle collective n'est ni soumise à cotisation sociale (ainsi que l'allocation de congé de mobilité les douze premiers mois) ni à l'imposition. Alors que la Direction annonçait fièrement en préambule ne pas vouloir peser sur les finances publiques, chacun pourra juger l'ironie de la chose... Autant pour le financement de suppression de postes par le contribuable et les différentes caisses de solidarité. Il a été également annoncé que tous les postes OneTech laissés vacants suite aux départs en RCC seront mis sur JobPosting dans un premier temps. Déjà une entorse aux embauches promises...

Est-ce la bonne direction pour Total ? Pour la France ? La Cgt propose depuis longtemps un pôle public de l'Energie, il serait temps de le construire.